



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 11 avril 2018

Interpellations et violences policières contre les étudiants: les cheminots solidaires!

Dans le contexte d'un climat social de plus en plus tendu et d'une mobilisation qui s'étend à plusieurs secteurs, le gouvernement choisit de réprimer toute forme de contestation. Notre-Dame-des-Landes et le mouvement étudiant dans plusieurs universités ont particulièrement été ciblés.

Lundi 9 avril, sur le campus de l'université de Nanterre, des étudiants mobilisés contre la sélection à l'université réunis pacifiquement en Assemblée Générale **ont été violemment délogés par les forces de l'ordre**. L'intervention policière a fait un blessé. Après des contrôles d'identité, **six étudiants ont été interpellés et amenés en garde-à-vue, où ils ont passé la nuit**. A cette heure, ils sont libres mais certains seront poursuivis pénalement, ce qui est inadmissible. Le gouvernement cherche à étouffer la mobilisation étudiante par la force et la répression.

Cette répression policière à Nanterre, avec la complicité du président de l'université, intervient au lendemain de la **réunion de la Coordination Nationale Etudiante**, qui s'est tenue les 7 et 8 avril à l'université de Nanterre, et a réuni des délégations de 35 universités mobilisées. Elle **s'inscrit dans un contexte d'aggravation généralisée de la répression à l'encontre des secteurs actuellement mobilisés qu'ils soient étudiants ou cheminots**.

Dans les universités, les tentatives pour éteindre la contestation étudiante contre la loi ORE se sont multipliées ces derniers jours, à Lille, Montpellier... Dans plusieurs universités, comme à Tolbiac, les étudiants et personnels mobilisés craignent de se faire déloger et réprimer dans les heures qui viennent. Du côté des cheminots, la répression commence également à se faire sentir, comme nous avons pu le voir lors de notre manifestation du 3 avril où nous avons même été empêchés d'arriver jusqu'au bout du parcours.

La Fédération SUD-Rail condamne fermement ces actes de répression et d'intimidation du mouvement social qui touchent actuellement les étudiants mobilisés contre la loi ORE, et apporte toute sa solidarité aux six étudiants de Nanterre interpellés et demande leur relaxe sans poursuites.

Les luttes des étudiants et des cheminots se rejoignent dans la défense d'un service public d'enseignement supérieur et d'un service public de transport ouverts à toutes et tous.